



Comment le gaz naturel de Gaza est devenu l'épicentre d'une lutte internationale pour le pouvoir

Par [Prof. Michael Schwartz](#)

Mondialisation.ca, 04 mars 2015

tomdispatch.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Devinez quoi? Presque toutes les guerres actuelles, les soulèvements et autres conflits au Moyen-Orient sont reliés par un seul fil, qui est aussi une menace: ces conflits s'inscrivent dans la concurrence toujours plus frénétique pour trouver, extraire et vendre des combustibles fossiles dont la consommation future garantit de conduire à une série de crises environnementales cataclysmiques.

Parmi les nombreux conflits autour des combustibles fossiles dans la région, l'un d'eux, enveloppé de menaces grandes et petites, a été largement négligé, et Israël en est l'épicentre. Ses origines remontent au début des années 1990, lorsque les dirigeants israéliens et palestiniens ont commencé à se disputer à propos de rumeurs faisant état de gisements de gaz naturel en Méditerranée, au large des côtes de Gaza. Au cours des décennies qui ont suivi, il s'est développé en un conflit sur plusieurs fronts qui a impliqué plusieurs armées et trois navires de guerre. Dans le processus, il a déjà infligé une misère effrayante à des dizaines de milliers de Palestiniens, et il menace d'ajouter plusieurs couches de misères aux gens qui vivent en Syrie, au Liban et à Chypre. Il pourrait même, éventuellement, plonger des Israéliens dans la misère.

Les guerres pour les ressources n'ont évidemment rien de nouveau. Virtuellement, toute l'Histoire du colonialisme occidental et de la mondialisation de l'après-Deuxième Guerre mondiale a été animée par l'effort de trouver et de commercialiser les matières premières nécessaires à la construction ou au maintien du capitalisme industriel. L'expansion d'Israël en fait partie, tout comme l'appropriation des terres palestiniennes. Mais les combustibles fossiles ne sont arrivés au centre des relations israélo-palestiniennes que dans les années 1990, et ce conflit initialement circonscrit s'est élargi pour inclure la Syrie, le Liban, Chypre, la Turquie, et la Russie après 2010.

Le poison de l'histoire du gaz naturel gazaoui

Dès 1993, lorsque Israël et l'Autorité palestinienne (AP) ont signé les Accords d'Oslo supposés mettre fin à l'occupation israélienne de Gaza et de la Cisjordanie et créer un Etat souverain, personne ne pensait grand-chose du littoral de la bande de Gaza. Par conséquent, Israël a [accepté](#) que l'Autorité palestinienne nouvellement créée contrôle totalement ses eaux territoriales, même si la marine israélienne patrouillait encore dans la zone. Les bruits concernant les gisements de gaz naturel importaient peu parce que les prix étaient alors très bas et les réserves abondantes. Il n'est donc pas étonnant que les

Palestiniens aient mis du temps à recruter British Gas (BG) – un acteur majeur dans le domaine du gaz naturel mondial – pour savoir ce qu’il y avait là. Ce n’est qu’en 2000 que les deux parties ont même signé un modeste contrat pour développer ces gisements dont la présence avait été confirmée.

BG a promis de financer et de gérer leur développement, de prendre tous les frais à sa charge et d’exploiter les installations en échange de 90% des revenus, un accord relevant de l’exploitation, mais typique du « partage des bénéfiques ». Jouissant d’une industrie du gaz naturel déjà en fonction, l’Egypte a accepté d’être le pôle terrestre et le pont de transit pour le gaz. Les Palestiniens devaient recevoir 10% des revenus (estimés à environ un milliard de dollars en tout) et avaient la garantie d’accéder à suffisamment de gaz pour couvrir leurs besoins.

Si ce processus avait avancé un peu plus vite, le contrat aurait pu être mis en œuvre tel que c’était écrit dans les actes. En 2000, cependant, avec l’expansion rapide de son économie, peu de combustibles fossiles et des relations épouvantables avec ses voisins riches en pétrole, Israël s’est retrouvé en constante pénurie d’énergie. Au lieu de tenter de résoudre son problème par un effort, vigoureux mais réalisable, pour développer des sources d’énergie renouvelable, le Premier ministre Ehud Barak a ouvert l’ère des conflits pour le pétrole de la Méditerranée orientale. Il a imposé le contrôle naval d’Israël sur les eaux territoriales de Gaza et a mis son veto à l’accord avec BG. En lieu et place, il a demandé que ce soit Israël, et non l’Egypte, qui reçoive le gaz de Gaza et qui contrôle aussi tous les revenus destinés aux Palestiniens – pour prévenir que l’argent reçu soit [utilisé](#) pour « financer le terrorisme ».

Avec ça, les Accords d’Oslo étaient officiellement condamnés. En décrétant que le contrôle palestinien sur les revenus du gaz était inacceptable, le gouvernement israélien s’est engagé lui-même à n’accepter aucune autonomie budgétaire, même la plus limitée, de la part des Palestiniens, et encore moins de souveraineté. Comme aucun gouvernement ou organisation palestinien ne l’accepterait, un avenir truffé de conflits armés était assuré.

Le veto israélien a suscité l’intervention du Premier ministre Tony Blair, qui a tenté de [trouver](#) un accord qui satisfasse à la fois le gouvernement israélien et l’Autorité palestinienne. Résultat: une proposition en 2007 qui aurait [livré](#) le gaz en Israël, et non en Egypte, à des prix inférieurs à ceux du marché, avec les mêmes 10% des revenus obtenus à destination de l’Autorité palestinienne. Ces fonds, toutefois, devaient d’abord être versés à la Réserve fédérale à New York, pour procéder à la distribution, ce qui était censé garantir qu’ils ne seraient pas utilisés pour attaquer Israël.

Cet arrangement n’a toujours pas satisfait les Israéliens, qui ont souligné que la récente victoire du parti militant Hamas lors des élections à Gaza avait rompu l’accord. Bien que le Hamas ait accepté de laisser la Réserve fédérale superviser toutes les dépenses, le gouvernement israélien, maintenant conduit par Ehud Olmert, a [insisté](#) pour qu’« aucune redevance ne soit payée aux Palestiniens ». En lieu et place, les Israéliens [fourniraient](#) l’équivalent de ces sommes « en biens et en services ».

Cette offre, le gouvernement palestinien l’a refusée. Peu après, Olmert a imposé un blocus draconien de Gaza, que le ministre de la Défense israélien a qualifié de « guerre économique » qui [provoquerait](#) une crise politique conduisant à un soulèvement populaire contre le Hamas. « Avec la collaboration de l’Egypte, Israël a alors pris le contrôle sur tout le commerce dans et hors de Gaza, limitant même sévèrement toutes les importations de

nourriture et éliminant son industrie de la pêche. » Comme le conseiller d'Olmert, Dov Weisglass, a résumé ce programme, le gouvernement israélien « a mis les Palestiniens à la diète » (ce qui, selon la Croix-Rouge, a bientôt provoqué une « malnutrition chronique », particulièrement des enfants gazaouis).

Lorsque les Palestiniens ont continué à refuser d'accepter les conditions d'Israël, le gouvernement Olmert a décidé unilatéralement d'extraire le gaz, quelque chose, croyait-il, qui ne pourrait arriver qu'une fois que le Hamas serait remplacé ou désarmé. Comme l'a [expliqué](#) l'ancien commandant des Forces armées israéliennes et alors ministre des Affaires étrangères :

« Le Hamas... a confirmé sa capacité de bombarder les installations gazières et électriques stratégiques d'Israël... Il est clair que sans opération militaire globale pour éradiquer le contrôle du Hamas sur Gaza, aucun forage ne peut avoir lieu sans le consentement du mouvement islamique radical. »

Dans cette logique, l'opération Plomb durci a été lancée à l'hiver 2008. Selon le vice-ministre de la Défense Matan Vilnai, elle était [destinée](#) à soumettre Gaza à une « shoah » (le mot hébreu pour holocauste ou désastre). Yoav Galant, le commandant général de l'opération, a dit qu'elle avait été [conçue](#) pour « renvoyer Gaza des décennies en arrière ». Comme le parlementaire israélien Tzachi Hanegbi l'a [expliqué](#), le but militaire spécifique était de « renverser le régime de terreur du Hamas et de prendre le contrôle de toutes les zones depuis lesquelles des roquettes sont tirées sur Israël ».

L'opération Plomb durci a en effet « renvoyé Gaza des décennies en arrière ». Amnesty International a rapporté que l'offensive, qui a duré 22 jours, a tué 1 400 Palestiniens, « dont environ 300 enfants et des centaines d'autres civils désarmés, de larges zones de Gaza ont été totalement rasées, laissant plusieurs milliers de personnes sans abri et l'économie déjà catastrophique en ruines ». Seul problème: l'opération Plomb durci [n'a pas atteint](#) son but de « transférer la souveraineté des gisements gaziers à Israël ».

Plus de sources de gaz égale plus de guerres pour les ressources

En 2009, le gouvernement nouvellement élu du Premier ministre Benjamin Netanyahu a [hérité](#) de l'impasse concernant les gisements de gaz de Gaza et d'une crise énergétique en Israël qui a empiré lorsque le Printemps arabe en Egypte a [interrompu](#), puis [anéanti](#) 40% des ressources gazières du pays. La hausse des prix de l'énergie avait déjà [contribué](#) aux plus grandes manifestations des israéliens juifs depuis des décennies.

En l'occurrence, cependant, le régime de Netanyahu a aussi hérité d'une solution potentiellement permanente au problème. Un immense gisement de gaz accessible a été [découvert](#) dans le Bassin levantin, au large des côtes de la Méditerranée orientale. Les dirigeants israéliens ont immédiatement affirmé que « la plupart » des réserves de gaz récemment confirmées se situaient « sur le territoire israélien ». En agissant de la sorte, ils ignoraient des affirmations contraires émanant du Liban, de la Syrie, de Chypre, et des Palestiniens.

Dans un autre monde, l'immense gisement de gaz aurait pu être exploité conjointement par les cinq prétendants, et un plan de production aurait pu être mis en place afin d'améliorer l'impact environnemental de la libération future de 3,68 m3 de gaz dans l'atmosphère. Mais comme l'a [observé](#) Pierre Terzian, éditeur du journal de l'industrie pétrolière

Petrostrategies, « *Tous les éléments dangereux sont là... C'est une région où le recours à l'action violente n'est pas quelque chose d'inhabituel.* »

Au cours des trois ans qui ont suivi la découverte, l'avertissement de Terzian a semblé toujours plus prémonitoire. Le Liban est devenu le premier point chaud. Au début de 2011, le gouvernement israélien a [annoncé](#) l'exploitation unilatérale de deux champs, [environ 10%](#) de ce Bassin levantin situé dans les eaux côtières [contestées](#), près de la frontière entre Israël et le Liban. Le ministre de l'Énergie libanais Gebran Bassil a immédiatement [menacé](#) d'une confrontation militaire, affirmant que son pays ne « *permettrait pas à Israël ou à toute compagnie travaillant pour les intérêts israéliens de prendre une quelconque quantité de notre gaz qui est en baisse dans notre zone* ». Le Hezbollah, la faction politique la plus offensive au Liban, a [promis](#) des attaques de roquettes si « un seul mètre » de gaz naturel était extrait des champs disputés.

Le ministre israélien des Ressources a relevé le défi, [affirmant](#) que « *ces zones sont dans les eaux économiques d'Israël... Nous n'hésiterons pas à user de la force pour protéger non seulement la loi mais le droit maritime international.* »

Le journaliste de l'industrie pétrolière Terzian a [proposé](#) cette analyse des réalités de la confrontation:

« En pratique... personne ne va investir avec le Liban dans les eaux disputées. Il n'y a là-bas aucune compagnie libanaise capable de procéder aux forages, ni force militaire qui pourrait les protéger. Mais de l'autre côté, les choses sont différentes. Vous avez des compagnies israéliennes qui ont la capacité d'opérer dans des zones offshore, et ils pourraient prendre le risque sous la protection de l'armée israélienne. »

Effectivement, Israël a [poursuivi](#) ses prospections et ses forages dans les deux gisements disputés, déployant des drones pour garder les installations. Pendant ce temps, le gouvernement Netanyahu a investi des sommes importantes dans la préparation de probables futures confrontations militaires dans la zone. D'une part, avec de substantielles subventions américaines, il a [développé](#) le système de défense anti-missile « Dôme de fer », conçu en partie pour intercepter les roquettes du Hezbollah et du Hamas visant les installations énergétiques israéliennes. Il a aussi étendu la marine israélienne, en se concentrant sur sa capacité détecter ou à repousser des menaces sur les installations offshore. Enfin, [à partir de 2011](#), il a [lancé](#) des attaques aériennes sur la Syrie, [destinées](#), selon des officiels états-unis, « à prévenir tout transfert de missiles anti-aériens avancés, sol-sol et sol-mer » au Hezbollah.

Le Hezbollah a quand même continué à stocker des roquettes capables de détruire les installations israéliennes. Et en 2013, le Liban a pris une initiative. Il a commencé à négocier avec la Russie. Le but était d'obtenir que des sociétés gazières [développent](#) les zones offshore revendiquées par le Liban, pendant que la formidable marine russe [donnerait un coup de main](#) dans « le long conflit territorial avec Israël ».

Au début de 2015, il semblait qu'une situation de dissuasion mutuelle était en place. Bien qu'Israël ait réussi à mettre en service le plus petit des deux gisements qu'il voulait développer, le forage du plus grand a été [reporté](#) indéfiniment « à la lumière de la situation en termes de sécurité ». L'entrepreneur états-unien Noble Energy, embauché par les Israéliens, n'était pas disposé à investir les 6 milliards de dollars nécessaires dans des installations vulnérables aux attaques du Hezbollah et potentiellement dans la ligne de tir

de la marine russe. Du côté libanais, malgré une présence navale russe croissante dans la région, aucun travail n'avait commencé.

Pendant ce temps, en Syrie, où la violence s'était installée et où le pays était dans un état d'effondrement, une autre sorte d'impasse est apparue. Le gouvernement de Bashar al-Assad, confronté à la menace féroce de divers groupes djihadistes, a survécu en partie en [négociant](#) un soutien massif de la Russie en échange d'un contrat de 25 ans pour développer les parts revendiquées par la Syrie dans des champs gaziers du Bassin levantin. L'entente comprenait une expansion importante de la base navale russe dans la cité portuaire de Tartus, assurant une bien plus grande présence navale des Russes dans le Bassin levantin.

Pendant que la présence des Russes décourageait apparemment les Israéliens de tenter de développer tout gisement gazier revendiqué par les Syriens, il n'y avait pas de présence russe en Syrie même. Ainsi Israël a [passé un contrat](#) avec la société basée aux Etats-Unis Genie Energy Corporation pour localiser et exploiter les champs pétroliers sur les Hauteurs du Golan, un territoire syrien occupé par les Israéliens depuis 1967. [Face](#) à une violation potentielle du droit international, le gouvernement Netanyahu a invoqué, pour justifier ses actes, un jugement de la Cour israélienne selon lequel l'exploitation de ressources naturelles dans les territoires occupés était légale. En même temps, pour préparer la bataille inévitable avec n'importe quelle faction ou les factions qui sortiraient victorieuses de la guerre civile syrienne, il a commencé à [renforcer](#) la présence militaire israélienne sur les Hauteurs du Golan.

Et puis il y avait Chypre, l'unique demandeur du Levantin qui n'est pas en guerre avec Israël. Les Chypriotes grecs avaient été pendant longtemps en conflit permanent avec les Chypriotes turcs, donc il n'est guère surprenant que la découverte de gaz naturel dans le Bassin levantin ait bloqué pendant trois ans les négociations dans l'île sur ce qu'il fallait faire. En 2014, les Chypriotes grecs ont signé un contrat de prospection avec Noble Energy, l'entrepreneur en chef d'Israël. Les Chypriotes turcs ont fait fi de cette décision en signant un contrat avec la Turquie pour [prospector](#) toutes les zones revendiquées par Chypre, « jusqu'aux eaux égyptiennes ». Stimulant Israël et la Russie, le gouvernement turc a promptement amené [trois vaisseaux](#) dans la zone pour [bloquer physiquement](#) toute intervention d'autres demandeurs.

Résultat, quatre ans de manœuvres autour des gisements récemment découverts dans le Bassin levantin ont produit peu d'énergie, mais ils ont fait venir de nouveaux et puissants demandeurs dans le mélange, accumulé des forces militaires dans la région et fait monter les tensions de manière incommensurable.

Gaza toujours - et encore

Vous souvenez-vous du système Dôme de fer, développé en partie pour stopper le lancement de roquettes par le Hezbollah sur les gisements de gaz au nord d'Israël? Au fil du temps, il a été mis en place près de la frontière avec Gaza pour stopper les roquettes du Hamas et il a été testé pendant l'opération Pilier de Défense, la quatrième tentative de l'armée israélienne de faire plier le Hamas et [d'éliminer](#) toute « capacité des Palestiniens de bombarder les installations gazières et électriques stratégiques d'Israël ».

Lancée en mars 2012, elle a [reproduit](#) à une échelle réduite les dévastations de l'opération Plomb durci, tandis que le Dôme de fer est [parvenu](#) à un « taux d'élimination » de 90%

contre les roquettes du Hamas. Même cela, toutefois, ainsi qu'un complément utile au vaste système d'abris destiné à protéger les civils israéliens, n'a pas suffi à assurer la protection des installations pétrolières du pays. Même une frappe directe pourrait endommager ou détruire des structures si fragiles et si inflammables.

L'échec de l'opération Pilier de Défense destinée à arranger les choses a déclenché une autre ronde de négociations, qui une fois de plus ont bloqué sur le rejet palestinien de la demande d'Israël de contrôler tout le pétrole et tous les revenus destinés à Gaza et à la Cisjordanie. Le nouveau gouvernement palestinien d'union nationale a alors suivi l'exemple des Libanais, des Syriens et des Chypriotes turcs et, à la fin de 2013, il a [signé](#) une « concession de prospection » avec Gazprom, l'immense compagnie gazière russe. Comme avec le Liban et la Syrie, la marine russe se dressait comme un moyen de dissuasion potentielle contre toute interférence israélienne.

Pendant ce temps, en 2013, une nouvelle série de coupures d'électricité a [provoqué](#) le « chaos » en Israël, provoquant une hausse drastique de 47% des prix de l'électricité. En réponse, le gouvernement Netanyahu a [examiné](#) une proposition pour commencer à produire de l'électricité à partir de gaz de schiste domestique, mais la contamination potentielle des ressources en eau a provoqué un mouvement de recul qui a contrarié cet effort. Dans un pays constellé de jeunes entreprises de haute technologie, l'exploitation d'énergies renouvelables n'avait pas encore suscité une grande attention. En lieu et place, le gouvernement s'est de nouveau tourné vers Gaza.

Avec la venue de Gazprom pour développer les gisements de gaz revendiqués par les Palestiniens à l'horizon, les Israéliens ont lancé leur troisième attaque militaire pour forcer l'acceptation des Palestiniens: l'opération Bordure protectrice. Elle avait deux buts en relation avec les hydrocarbures: dissuader les plans palestino-russes et éliminer enfin le système des roquettes de Gaza. Le premier objectif a été apparemment atteint lorsque Gazprom a reporté (peut-être définitivement) son contrat de développement. Le second, cependant, a échoué lorsque les attaques en deux volets, terrestre et aérienne - malgré une destruction de Gaza sans précédent -, ne sont pas parvenues à détruire les stocks de roquettes du Hamas ou son système basé sur un ensemble de tunnels reliés entre eux. Le Dôme de fer n'a pas non plus atteint le taux d'interception proche de la perfection nécessaire pour protéger les installations énergétiques.

Il n'y a pas de dénouement

Après 25 ans et cinq tentatives militaires ratées, le gaz naturel de Gaza est toujours sous la mer et, après quatre ans, on peut dire la même chose de la quasi-totalité du gaz levantin. Mais les choses ne sont pas les mêmes. En termes énergétiques, Israël est de plus en plus désespéré même s'il a significativement développé son armée, y compris sa marine. Les autres demandeurs ont, à leur tour, trouvé des partenaires plus importants et plus puissants pour les aider à renforcer leurs revendications économiques et militaires. Tout cela signifie indubitablement que le premier quart de ce siècle de crise du gaz naturel en Méditerranée orientale n'a été qu'un prélude. La possibilité nous attend de voir se déclencher des guerres du gaz plus grandes, avec les dévastations qui s'ensuivront probablement.

Michael Schwartz

26 février 2015

Article original : <http://www.tomdispatch.com/blog/175961/>

Traduit par Diane pour Arrêt sur Info

[Comment le gaz naturel de Gaza est devenu l'épicentre d'une lutte internationale pour le pouvoir](#)

Michael Schwartz est professeur émérite et enseignant de sociologie à l'université Stony Brook State. Chroniqueur régulier de longue date pour TomDispatch, il est l'auteur de nombreux livres et articles sur les protestations et les insurrections populaires, les dynamiques d'entreprise et la politique, dont [War Without End: The Iraq War in Context](#).

La source originale de cet article est tomdispatch.com

Copyright © [Prof. Michael Schwartz](#), tomdispatch.com, 2015

Articles Par : [Prof. Michael Schwartz](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca